



Département
de l'Essonne
Arrondissement d'Evry-
Courcouronnes

CCAS DE DRAVEIL

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

2609 RE 046

Service : CCAS
Affaire suivie par : Julia Pereira
Nomenclature : 8.9
Objet : Convention de partenariat avec l'association Cohésion Humaine Connectée

L'an deux mille vingt-six, le Mercredi 07 Octobre à 10h, le conseil d'administration du centre communal d'action sociale de la commune de Draveil, légalement convoqué le 1^{ER} Octobre 2026, s'est assemblé dans la salle du cercle Guégan de Draveil, sous la présidence de Madame Anne-Marie JOURDANNEAU FORT, Présidente du CCAS.

Le Président
Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Art R421-1 du Code de Justice Administrative : La juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. Le délai prévu au premier alinéa n'est pas applicable à la contestation des mesures prises pour l'exécution d'un contrat.

Art R421-2 du CJA : Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet. Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours. La date du dépôt de la demande à l'administration, constatée par tous moyens, doit être établie à l'appui de la requête. Le délai prévu au premier alinéa n'est pas applicable à la contestation des mesures prises pour l'exécution d'un contrat.

Art R421-3 du CJA : Toutefois, l'intéressé n'est forcé qu'après un délai de deux mois à compter du jour de la notification d'une décision expresse de rejet :

1° Dans le contentieux de l'exercice de pouvoir, si la mesure sollicitée ne peut être prise que par décision ou sur avis des assemblées locales ou de tous autres organismes collégiaux ;

2° Dans le cas où la réclamation tend à obtenir l'exécution d'une décision de la juridiction administrative.

Art R421-4 du CJA : les dispositions des articles R421-1 à R421-3 ne dérogent pas aux textes qui ont introduit des délais spéciaux d'une autre durée.

Art R421-5 du CJA : Les délais de recours contre une décision administrative ne sont opposables qu'à la condition d'avoir été mentionnés,

Présents : Anne-Marie JOURDANNEAU-FORT, Mr Jean-Nicolas KALKIAS, Mme Annette CHEVEREAU, Mr Marc SAINT-JULIEN, Mme Marie-Françoise CHANARD-DUSSAUD, Mme Monique ALEXANDRE, Mme Karinne GAZAGNE, Mr Jean-François LE BOULCH, Mme Fabienne BELLAY

Absents, Excusés, Représentés :

Absents, Excusés, non Représentés : Mme Josyane LANTHIER, Mme Louissette GIRONDEAU,

Absents non excusés : Mme Valérie HASCOET, Mme Cécile VIC

Secrétaire : Mr Marc SAINT-JULIEN

VU le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L 123-4 et suivants et R 123-1 et suivants,

VU la délibération n° 2604CC008 du 15 Avril 2026 du Conseil d'Administration relative à la délégation de pouvoir consentie par le Conseil d'Administration.

CONSIDERANT les activités du Programme de la Réussite Educative, ses objectifs et ses besoins de partenaires extérieurs pour les mettre en œuvre.

CONSIDERANT la nécessité d'établir une convention avec l'association « cohésion humaines connectées » afin de proposer des ateliers de prévention et médiation des rixes interquartiers et des permanences « France Travail »

CONSIDERANT la nécessité de mettre à disposition le hall d'accueil et le bureau dans les locaux de la RE situé au 3 rue Albert Einstein 91210 Draveil

ainsi que les voies de recours, dans la notification de la décision.

De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de justice administrative.

Notification le
Publication le
Transmission en préfecture le

Le Conseil d'Administration, après en avoir délibéré à l'unanimité

APPROUVE la convention de partenariat pour l'année scolaire 2026-2027 avec l'association Cohésion Humaine Connectées.

APPROUVE la mise à disposition du bureau et le hall d'accueil dans les locaux de la RE situé au 3 rue Albert Einstein 91210 Draveil

AUTORISE Madame la Présidente du CCAS à signer cette convention.

DIT QUE la dépense sera imputée au chapitre du budget de la Réussite Educative.

*Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits,
Ont signé au registre les membres présents,
Expédition certifiée conforme.*

Fait à Draveil le 07 Octobre 2026

Anne-Marie JOURANNEAU FORT
Présidente du CCAS